



Appel à projets Parties-Prenantes

«Pour et sur l'engagement des parties prenantes dans les filières et les territoires pour appuyer et valoriser la réduction de l'usage et des impacts des produits phytosanitaires»



Synthèse

Séminaire intermédiaire

Jeudi 14 décembre 2023

Ministère de l'agriculture - Paris

Comité d'organisation :

Sonia Lequin, Caroline Bottou, Irfane Hadj-Amar et Xavier Reboud de l'équipe d'animation Ecophyto R&I (INRAE),
Marie-Camille Soulard (Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires),
Antoine Le Gal (Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire).

Marc Audibert, Aurélie Bravin, Dimi Théodore Doudou et Laurent Parrot du CSO R&I

Rédaction : Sonia Lequin (INRAE)

Relecture : Caroline Bottou (INRAE)

Mise en page : Caroline Bottou (INRAE)

Plus d'infos et contact : animation-ecophyto@inrae.fr

Le projet d'animation Ecophyto II+ R&I est piloté par les Ministères de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA), de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires (MTECT), du Travail, de la Santé et des Solidarités (MTSS), et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR), avec l'appui financier de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), sur l'enveloppe de redevance pour pollutions diffuses du plan Écophyto.

Merci aux porteurs de projets et leurs équipes pour leur mobilisation !

P.4 INTRODUCTION

P.4 l'appel à projets

P.5 Le séminaire intermédiaire



P.6 Synthèse

P.6 De l'agriculteur au consommateur

P.8 Restitution de l'atelier d'intelligence collective du séminaire de lancement (2021)

P.9 Restitution des mises à jour de l'atelier d'intelligence collective lors du séminaire intermédiaire (2023)

P.10 Restitution détaillée des évolutions formulées lors de l'atelier d'intelligence collective (2023)

P. 13 Analyser les relations entre acteurs

P.13 Pistes de recherche

P.14 Conclusion

SOMMAIRE

Introduction

Pour répondre aux objectifs de réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques, les agriculteurs doivent faire face à de nombreux verrous liés à l'organisation des systèmes sociotechniques dans les filières et les territoires. Or, pour certains de ces verrous, d'autres acteurs et parties prenantes possèdent les clefs permettant de les lever. C'est pourquoi **changer la perception de la chaîne de valeurs et retravailler la répartition des efforts engagés, entre les différents acteurs des filières agricoles et des territoires** (les différents maillons de la chaîne jusqu'aux consommateurs), apparait aujourd'hui comme un axe déterminant pour réduire significativement l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (PPP) ou les risques associés vis-à-vis de l'environnement et de la santé des êtres humains et des écosystèmes.

Cet appel à projets de recherche s'intéresse à l'étude des moyens d'actions, des organisations d'acteurs qui permettent de **lever les verrous sociotechniques à la réduction des produits phytopharmaceutiques tout en la valorisant jusqu'aux consommateurs**.

Les questions à traiter sont organisées autour de 4 thèmes :



Les transformations nécessaires à l'émergence et au renouvellement des chaînes de valeur viables dans le temps et/ou à de nouveaux modes de coordinations à l'échelle des territoires



La crédibilité et la perception des labels ou cahiers des charges liés à ces nouvelles chaînes de valeur



L'analyse de l'efficacité (coûts et bénéfices, coûts et risques) de ces nouvelles chaînes de valeur ou de ces nouvelles organisations territoriales et de leur partage entre les différentes parties prenantes



Le rôle des acteurs publics et l'impact des politiques publiques pour favoriser ces nouvelles chaînes de valeur et/ou la meilleure coordination des parties prenantes à l'échelle du territoire.

LE SÉMINAIRE INTERMÉDIAIRE

Le séminaire intermédiaire de cet appel à projets a eu lieu le 14 décembre 2023 au Ministère de l'Agriculture à Paris en présence des **responsables scientifiques des 4 projet, de 5 membres du CSO R&I et des copilotes ministériels Ecophyto Recherche et Innovation.**

18 mois après le lancement de leurs travaux, les responsables scientifiques des projets ont été invités à présenter les premiers résultats obtenus et à **échanger sur l'évolution de l'identification des leviers et freins organisationnels, culturels, techniques, économiques et institutionnels au sein de la chaîne de valeur** suite à l'atelier d'intelligence collective du précédent séminaire et qui avait donné lieu à la création d'une « roue » présentée en [Figure 1](#).



@Xavier Remongin

De l'agriculteur au consommateur

Les projets, tels que [ZIDCUMA](#) et [FILTER](#), montrent l'**importance du collectif** que se soit en termes de gouvernance, de partage de matériel agricole ou de diffusion pour faciliter la transition vers des pratiques agroécologiques. De plus la création de valeur ajoutée, telle que la **satisfaction sur la rémunération pour les producteurs** est centrale dans la vision des acteurs et rend plus attractives les pra-



tiques agroécologiques. La **formalisation d'engagements** également pérennise des modes de production agroécologiques : engagement des acteurs dans une charte d'adhésion, des contrats d'approvisionnement, des cahiers de charges et labels agro écologiques génériques. **Un point de vigilance concernant les labels et la valorisation prix** qui n'est pas dépendante des efforts techniques mais de négociations commerciales avec des non-experts et donc une **absence de corrélation entre efforts de production et valeur des productions** comme cela est souligné dans le projet [PHYT'INFO](#). Ils indiquent également que les consommateurs ont peu d'expertise pour juger du bien-fondé des labels. Pour les consommateurs, les **labels sont des vecteurs d'informations et souvent per-**

çu comme gage de qualité. Ainsi, **clarifier la réglementation sur l'encadrement de ces labels** mais aussi sur les certifications, cahiers des charges, registres sur les PPP et la propriété et usage des données est fondamental. Concernant la production, le chemin reste encore long. En effet, il n'y a pas de dialogue constructif entre l'amont et l'aval et pas de compétences en aval, voire des conflits, pour accompagner la production.

Les projets [PHYT'INFO](#) et [REDACSOL](#), qui ont étudié les préférences et les comportements d'achat des consommateurs montrent le besoin de **définir comment communiquer auprès des consommateurs** sur la réduction ou l'absence de PPP pour les pousser à se tourner vers des produits qui en sont économes. La transparence et la fiabilité des informations aura son importance dans le message transmis. Les résultats du projet [REDACSOL](#) soulignent également que la consom-

mation de produits agricoles économes en PPP, perçue comme un acte social, **améliore la coordination des consommateurs sur une décision commune (la réduction de pesticides) si les choix possibles sont restreints**. Théoriquement, **la distance sociale entre les consommateurs impacte leur consommation et les stratégies des firmes en termes de gamme de produits**.

Comme le montrent les premiers résultats du projet [PHYT'INFO](#), **les outils numériques peuvent être un levier pour la transition agroécologique** mais il y a nécessité de comprendre l'usage du numérique par les agriculteurs et de former les étudiants-agriculteurs. Aussi, il semble nécessaire d'explorer comment le numérique équipant les intermédiaires (notamment les conseillers en PPP) peut évoluer pour intégrer un objectif d'usage durable des PPP. De plus, du côté de la production, le potentiel des solutions techniques numériques pour réduire les PPP est limité. Enfin, du côté des consommateurs, on retrouve peu d'usages du numérique (application) en situation d'achat car chronophage.



Figure 1

Identification des leviers et freins organisationnels, culturels et techniques économiques et institutionnels au sein de la chaîne.

APR Ecophyto Recherche et Innovation " pour et sur l'engagement des parties-prenantes dans les filières et les territoires"
séminaire de lancement le 26/04/2022 - Restitution de l'atelier d'intelligence collective

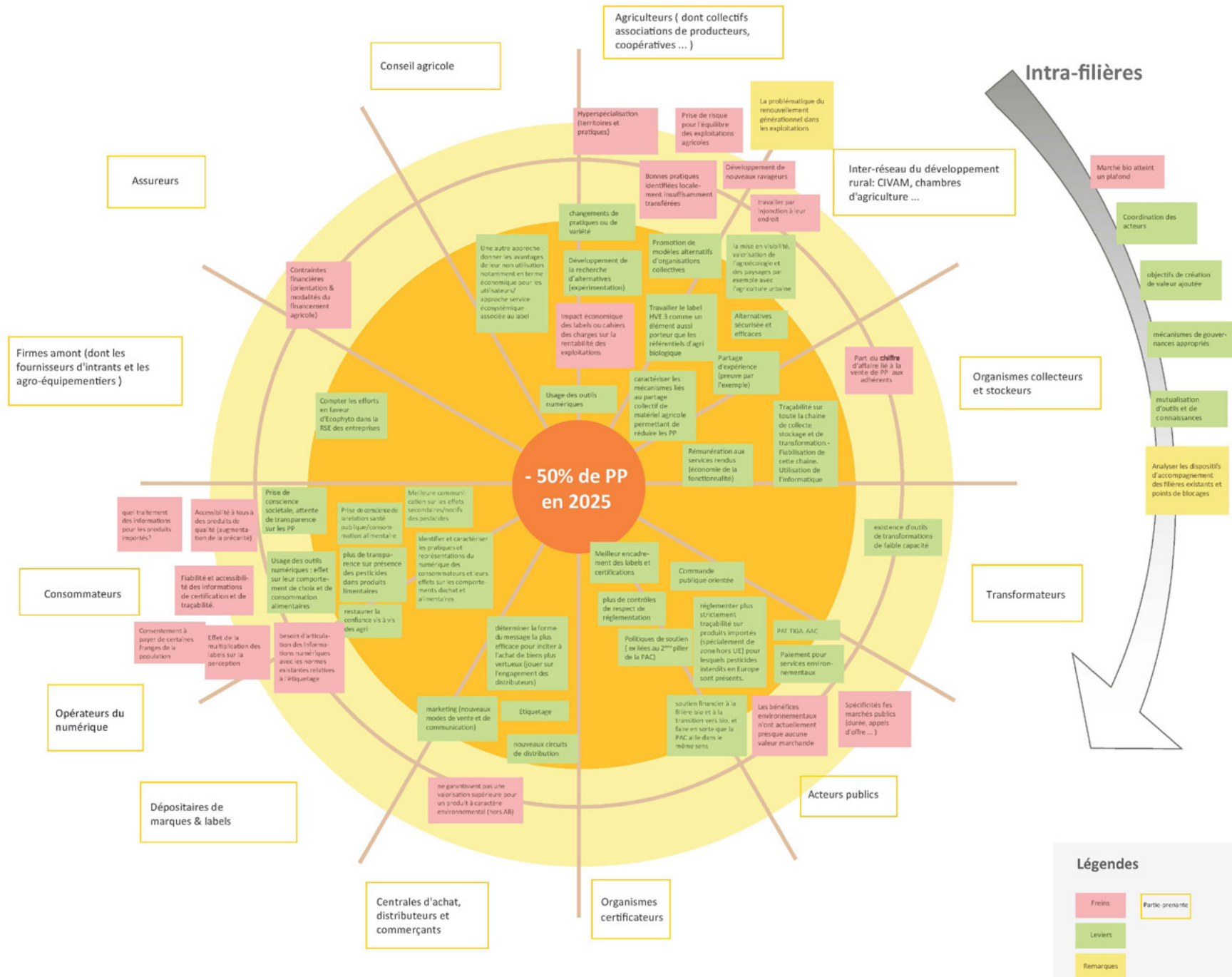
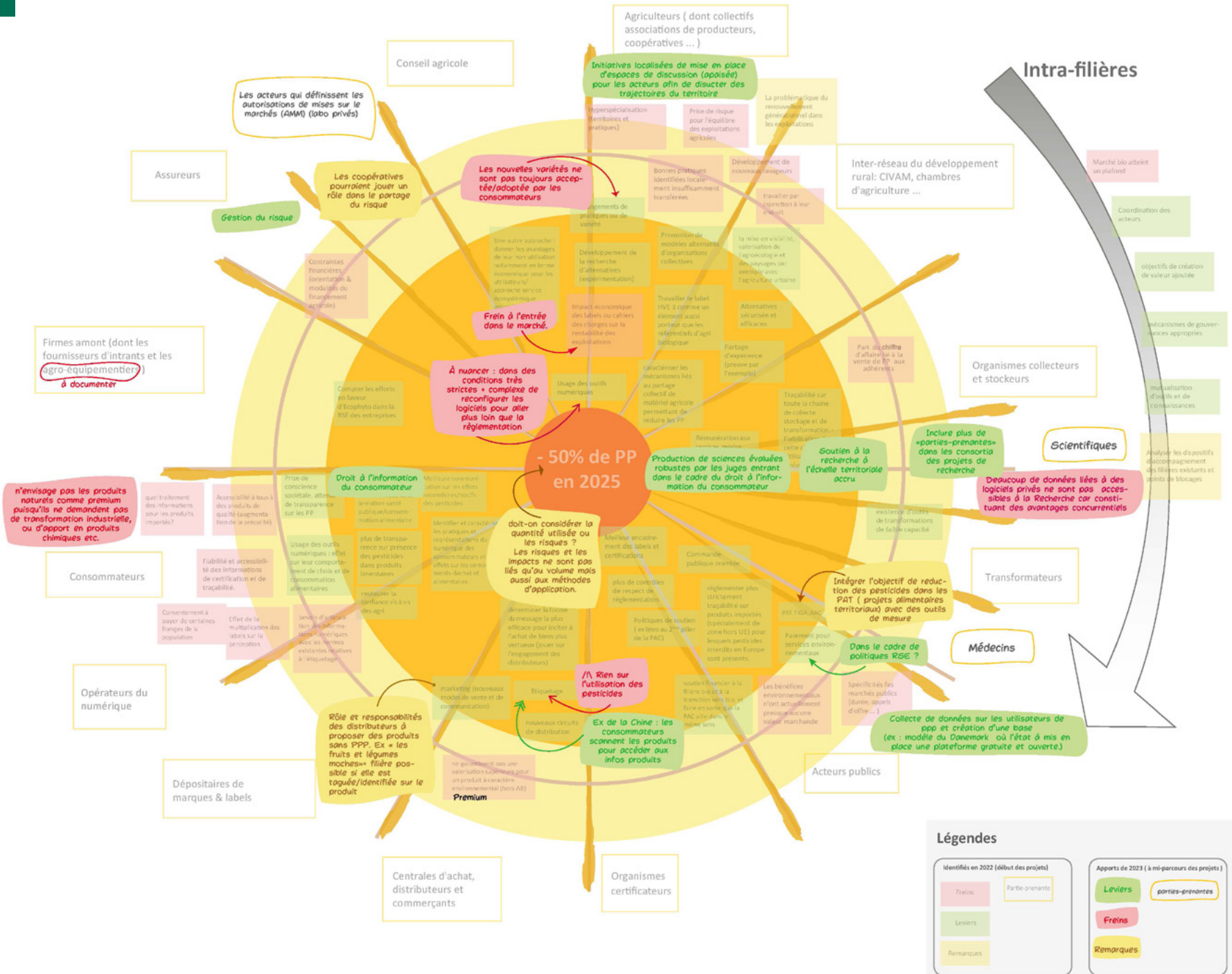


Figure 2

Identification des leviers et freins organisationnels, culturels et techniques économiques et institutionnels au sein de la chaîne.

APR Ecophyto Recherche et Innovation " pour et sur l'engagement des parties-prenantes dans les filières et les territoires"
 Mise à jour de l'atelier d'intelligence collective lors du séminaire intermédiaire 14/12/2023



Restitution des évolutions formulées lors de l'atelier d'intelligence collective

Les évolutions décrites ci-dessous sont présentées dans une seconde version de la « roue » ([Figure 2](#)).



Formulation de l'objectif central de l'atelier (- 50% de PP en 2025)

Remarque : Réduire la quantité utilisée ou réduire les risques associés à l'usage des produits phytopharmaceutiques (PP) ?

Les impacts négatifs de l'usage des pesticides s'expliquent aussi par les **méthodes d'application indépendamment des quantités utilisées**. L'objectif de réduction des impacts négatifs qui couvre une réalité plus large que la baisse des volumes utilisés.



Acteurs publics

Remarque : Récupération en format numérique et gestion des données d'utilisation des

PPP des professionnels

Le règlement SUR (règlement sur l'utilisation durable de produits phytopharmaceutiques) qui a été rejeté par le Parlement européen en décembre 2023, prévoyait d'**organiser la collecte des données sur l'utilisation des PP par les agriculteurs** dans un registre numérique national. Ces données constituent une source d'information clé pour la recherche.

Cependant, la forme que pourrait prendre ce registre est inconnue, même si les agriculteurs ont désormais l'obligation de consigner leurs données relatives aux PP au format numérique.

Frein : Pour ce qui est de la récolte de données concernant l'activité agricole au sens large, pas seulement les PP, en France,

plusieurs logiciels différents, développés par des entreprises privées, compilent des données agricoles sans homogénéisation et sans partage avec le secteur de la recherche même publique. Le [Danemark](#) (dont les premières politiques publiques de réduction des PP datent des années 80) a mis en place une base commune accessible gratuitement dont on pourrait s'inspirer pour concrétiser cet outil et qu'il bénéficie à la recherche et l'innovation.

Levier : Dans les PAT (**projets alimentaires territoriaux**) : Intégrer les objectifs nationaux de la réduction des pesticides au niveau local et fournir les indicateurs

Levier : le développement des politiques RSE. On pourrait envisager que les agriculteurs perçoivent **un paiement pour service environnementaux** qui serait incitatif.

Remarque : Mettre en place une **convention citoyenne** sur les pesticides peut être utile.



Les agriculteurs

Frein : Les agriculteurs sont souvent mis au cœur des changements alors que plusieurs acteurs notamment transformateurs et consommateurs sont déterminants pour que ce changement soit possible : par exemple, les nouvelles variétés ne sont pas toujours acceptées par les consommateurs, ou les transformateurs ont des machines calibrées pour une variété en particulier... **Comment traiter cette dimension de coordination et co-responsabilité** (agriculteurs fait parce qu'un autre fait, parce qu'un autre a besoin etc..) car la problématique s'étend sur plusieurs parties-prenantes.

Frein : les **labélisations sont payantes et pèsent sur la rentabilité économique** des exploitations. Ainsi, ils peuvent constituer un frein à l'entrée de certains marchés pour des exploitations non labélisées même si elles respectent le cahier des charges (c'est un cas rencontré avec la labélisation bio notamment)

Frein : les outils numériques peuvent constituer un levier pour réduire l'usage des pesticides. Cependant, il est **complexe**

de reconfigurer un logiciel et OAD conçus avec des finalités différentes.

Leviers : **Concevoir des espaces de discussion** (apaisée) pour les acteurs (avant les chartes règlementaires), il y a eu des initiatives intéressantes ou les acteurs se sont réunis avec des résultats positifs. Il nous manque à des échelles très localisées des plateformes qui réunissent les acteurs pour qu'ils discutent des trajectoires. Cela permettrait de **briser le fonctionnement en silo des acteurs** qui est un frein.



À voir aussi

Appel à projets Ecophyto Recherche et innovation «Leviers territoriaux pour réduire l'utilisation et les risques liés aux produits phyto-pharmaceutiques»



Centrales d'achat, distributeurs et commerçants

Remarque : Préciser l'**étiquetage avec l'emploi des pesticides**. Par exemple, Carrefour communique sur engagements en faveur de l'agroécologie avec un discours qui reste

assez flou. Il y a des pays comme la Chine où les consommateurs ont déjà le réflexe de scanner tous les produits avec leurs téléphones pour obtenir toutes les informations de traçabilité.

Levier : Les études consommateurs. Des consortiums envisagent un **« label fruits et légumes moches »** car ceux-ci peuvent être perçus comme plus sains par rapport à des produits à la cosmétique parfaite pouvant, elle, être associée aux pesticides. Une filière pourrait être envisageable.





Les acteurs ajoutés à la roue

Les scientifiques : Une interface entre les travaux issus des recherches et le public élargi.

Laboratoires d'analyses (peuvent être privés) et les AMM (autorisation de mises sur le marché) qui cadrent les autorisations, alors que les protocoles ne sont pourtant pas évalués.

Médecins/ Médecine du travail.



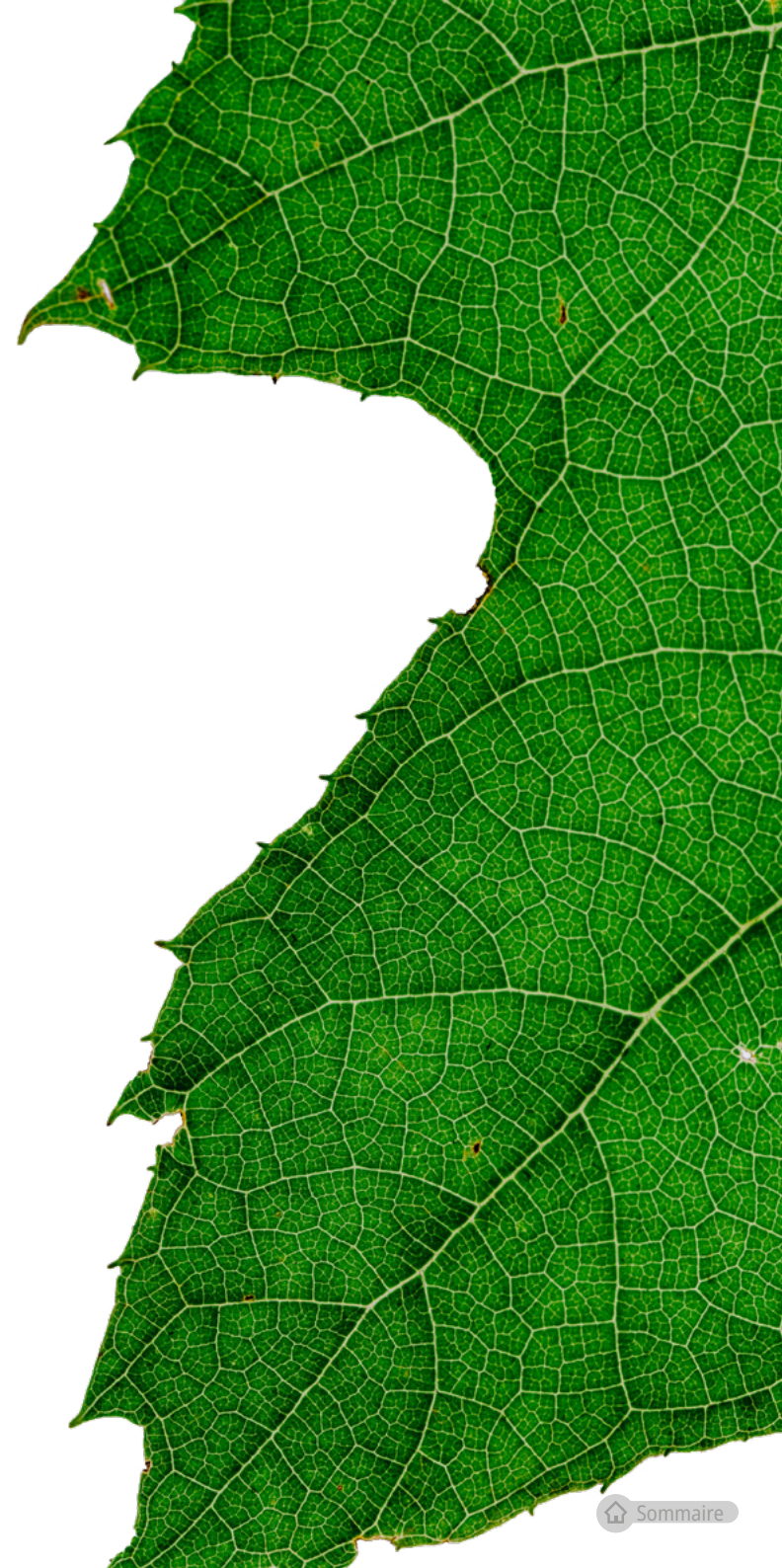
Consommateurs

Frein : De prime abord, le consommateur **n'envisage pas les produits naturels comme premium** puisqu'ils ne demandent pas de transformation industrielle, ou d'apport en produits chimiques etc.



Les agroéquipements

Remarque : Mettre en place une **traçabilité des agroéquipements** et leur impact sur la consommation des pesticides.



Analyser les relations entre acteurs

Afin de mettre en perspectives ces échanges, [Laurent Parrot](#) chercheur en économie au CIRAD, à apporter des [éléments bibliographiques](#) sur les considérations économiques et relationnelles pour l'analyse des coalitions entre acteurs. Il fait le parallèle sur **les sciences cognitives dans le milieu médical** dont on pourrait s'inspirer pour influencer le comportement des acteurs (nudges). Les sciences comportementales cognitives permettent de comprendre **comment aborder de façon professionnelle les démarches émotionnelles** qui permettent la consolidation de but commun. Il souligne le caractère fondamental de l'alliance professionnelle et insiste sur le fait que ce n'est pas la capacité à comprendre la complexité du système en lui-même mais à comprendre **les relations entre les différentes causalités et les relations entre les acteurs** qui interviennent. Dans les composantes relationnelles **la notion de confiance est fondamentale**. Elle s'acquière notamment par une relation authentique (question de sincérité et transparence) et la reconnaissance professionnelle (capacité à reconnaître les statuts professionnels respectifs).

” *Il faut réussir à construire des plateformes très localisées de discussions entre les acteurs pour casser les silos au sein des filières et entre filières*”

Pistes de recherche

Il serait intéressant d'**avoir une entrée plutôt par problématique** que par acteurs pour étudier comment les acteurs vont aborder la problématique et s'engager pour améliorer les choses. Toutefois cela nécessite que les acteurs trouvent un intérêt et pour se faire il faut une **injonction à changer**. Il semblerait également que certains blocages pourraient être levés par une meilleure communication. Le choix de variété en viticulture, par exemple, est représentatif : il existe des variétés qui nécessitent moins d'intrants qui ne sont pas exploitées, dû à l'absence de discussions entre les acteurs. Ce constat est repris par certains acteurs eux même qui expriment qu'il « *faut réussir à construire des plateformes très localisées de discussions entre les acteurs* » pour casser les silos au sein des filières et entre filières. Il faut que chacun sorte de son rôle pour comprendre le fonctionnement de l'autre (comme l'a souligné Laurent Parrot, la **notion d'empathie est primordiale dans la relation de confiance**, de lien et de contribution à identifier un but commun).

Une question soulevée par les agriculteurs concerne la part de responsabilité des acteurs publics et des acteurs privés dans le contenu de la charte « riverains » notamment. L'approche par les sciences du droit et des sciences de gestion apparaît comme des connaissances encore à combler.

Conclusion

La recherche qui intègre dans des **approches sociotechniques des systèmes complexes** est une recherche d'avenir. La question de l'élaboration d'une stratégie multi-acteurs pour réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques reste centrale. De nombreux leviers existent mais ils peinent encore à être déployés. Lors de ce séminaire, **l'échelle du territoire** (par territoire ici, on entend l'espace que les acteurs s'approprient) a été mentionnée comme **échelle pertinente** pour mobiliser des leviers. L'échelle locale permet à plusieurs acteurs de coopérer ce qui semble plus difficile à une échelle macro. Cela fait écho aux conclusions qui ont été exposées lors du colloque de restitution finale de l'appel à projet « [leviers territoriaux](#) ». De plus l'échelle territoriale est de plus en plus plébiscitée pour la recherche et l'expérimentation. C'était le cas des territoires d'innovation grandes ambition (TIGA) dont Vitreiv, [Terres de Sources](#) et [ProDij](#), du projet [BE CREATIVE](#) du programme prioritaire de recherche « [cultiver et protéger autrement](#) ». C'est le cas avec la mise en place de dispositifs comme les [plans d'alimentation territoriaux](#) (PAT), l'appel à projet du partenariat européen [AGROECOLOGY](#) « Promouvoir l'agroécologie au niveau de l'exploitation agricole et au niveau territorial », le nouveau programme de recherche France 2030 [SOLU-BIOD](#) « solutions fondées sur la nature » ou encore l'essor de living lab.

Ce séminaire a également permis aux porteurs de projets d'**identifier des points de convergences**. En effet, bien que l'ensemble des projets ne permettent pas de traiter l'entièreté des questions de recherche sur cette thématique complexe de l'engagement des parties prenantes, il est essentiel de pouvoir faire **ressortir des éléments génériques**.





Retrouvez
Ecophyto II+ Recherche & Innovation



[EcophytoPIC](#)



animation-ecophyto@inrae.fr